



DECISION N° 2024-73

**Convention De Mise à Disposition - Ville de Perpignan / Comité Interdépartemental Aude Gard Hérault Lozère Pyrénées-Orientales d'Aïkido et de Budo FFAB -Gymnase Clos-Banet - Avenue du Général Gilles**

Direction Gestion Immobilière

Le Maire,

Vu l'article L. 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Maire par le Conseil Municipal,

Vu les articles L. 2122-23 et L. 2122-18 relatifs aux subdélégations susceptibles d'être consenties par le Maire aux adjoints et/ou conseillers municipaux,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoir au Maire, pour les matières énumérées à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du Maire en date du 9 juillet 2020 portant subdélégation de signature à Monsieur Charles PONS, Premier Adjoint au Maire,

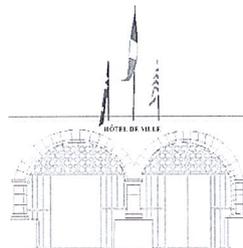
Considérant que le Comité Interdépartemental Aude Gard Hérault Lozère Pyrénées-Orientales d'Aïkido et de Budo FFAB a sollicité la mise à disposition du gymnase du Clos-Banet situé avenue du Général Gilles à Perpignan.

**DECIDE**

ARTICLE 1 : La Ville de Perpignan met à disposition de Comité Interdépartemental Aude Gard Hérault Lozère Pyrénées-Orientales d'Aïkido et de Budo FFAB, le gymnase du Clos-Banet de Perpignan, pour l'organisation de stages régionaux d'Aïkido.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie le 03/12/2023 ~~à~~ 24/03/2024, de 8h à 19h. La ville se réserve le droit de modifier à tout moment les horaires.

ARTICLE 3 : La convention est consentie à titre gratuit. Les abonnements et consommations électricité et eau sont à la charge de la Ville.



ARTICLE 4 : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier sis, 6, rue Pitot à Montpellier (34000), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès des services de la commune de Perpignan, dans les mêmes délais. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Montpellier dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services sera chargé de l'exécution de la présente qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

Fait à Perpignan, le 11 JAN. 2024

ID Télétransmission : 066-216601369-20240111-183053-AU-1-1

Accusé reçu le : 11 JAN. 2024

Affiché le : 11 JAN. 2024

M. Charles PONS, Pour le Maire par subdélégation l'Adjoint

